

RADICALITÉ UNION ETHIQUE SOBRIÉTÉ

RAPPELS aux adhérent·e·s et coopérateurs·trices d'EÉLV

Une nouvelle étape commence pour l'écologie politique. Si nous voulons redynamiser Europe Écologie Les Verts (EÉLV) et le Pôle écolo (PE), peser, nous dépasser et réaliser l'union des forces écologistes, de gauche et citoyennes, nous devons reconnaître nos erreurs sans langue de bois et en tirer toutes les conséquences stratégiques, organisationnelles et éthiques. Le temps est venu de faire ensemble un bilan politique et électoral, et d'en tirer les enseignements pour nos réussites à venir.

Entamée avec les résultats prometteurs des élections européennes en 2019, puis des municipales en 2020, la séquence 2019-2022 s'achève par des scores mitigés aux régionales et départementales de 2021, un échec à la présidentielle, un succès relatif aux législatives et la création de la Nouvelle union populaire écologique et sociale (NUPES). Elle se traduit surtout par l'ancrage inédit et massif des partis de l'extrême droite dans un grand nombre de territoires et l'installation d'un groupe RN important à l'Assemblée.

De l'erreur stratégique initiale d'une autonomie (isolement) surjouée appuyée sur un Pôle écolo surestimé, jusqu'à la NUPES, la convergence des écologistes et des gauches est l'événement majeur de la séquence. Encore faut-il qu'elle s'ancre dans la durée et dans le respect de chacune de ses composantes. Au final, c'est cette stratégie politique d'union que nombre d'entre nous défendons depuis trois ans qui s'avère porteuse d'espoir au lendemain des législatives.

CONSTATS

1 PREMIER CONSTAT Les effondrements

● Crises alimentaires, crises sanitaires, crises énergétiques... ouragans, pluies diluviennes, inondations, mégafeux, sécheresses, canicules, fonte des glaciers, montée des océans, effondrements des biodiversités marines et terrestres, pénurie d'eau douce... Regain des ten-

sions géopolitiques et des conflits entre États, guerres – et là nous ne cessons de penser au drame ukrainien –, institutions démocratiques déboussolées, illibéralisme, atteintes aux libertés individuelles et collectives, poursuite du leurre productiviste-consumériste... Intranquillité, perte de sens, perte d'espoir, d'aspirations spirituelles...

● Ce ne sont pas des mots mais des faits ! Nous y sommes. Des bouleversements majeurs impactent l'environnement et les humain·e·s en raison notamment du dérèglement climatique et de l'extinction de nombreuses espèces vivantes. L'Occident contemporain emporte dans sa chute l'ensemble de l'humanité. La croissance économique est mortifère. En cause : le capitalisme et le productivisme, et leur mode d'exploitation du vivant et des écosystèmes. Nous devons passer d'une économie prédatrice à une économie circulaire.

● Des milliers de réfugié·e·s qui fuient, et bientôt des millions, au péril de leur vie. Ces calamités dont les pays riches sont essentiellement responsables sont à nos portes et déséquilibrent les rapports entre les peuples. Elles servent de prétexte aux plus radicaux de droite et de droite extrême pour demander un repli.

● Les solutions ne peuvent pas être qu'hexagonales ni même qu'euro-péennes. EÉLV a trop souvent négligé la question internationale alors que les solutions viennent de la pluralité des échelles, or nous délaissions les territoires, les Outre-mer et l'international. La mondialisation prédatrice accélère les échanges inégalitaires, exploitant les personnes et les dernières ressources des pays dominés, détruisant l'environnement au profit de "notre" développement. Les oligarchies veulent conserver leurs profits et imposent des mesures austéritaires auxquelles ont répondu, sur tous les continents, de fortes mobilisations populaires et des mouvements de défense de l'environnement (Irak, Liban, Soudan, Birmanie, Chili, Colombie, Sri Lanka, Sahel, etc.). Pour une vraie rupture écologique, cette dimension internationale doit désormais être intégrée à toutes nos politiques.

● Si l'écologie politique demeure l'idéologie qui peut permettre de comprendre ces effondrements et fournir des réponses et leviers d'actions adaptés, le mouvement EÉLV (parti + réseau coopératif EÉLV) doit être refondé et sa ligne stratégique repensée à l'occasion de notre congrès. Force est de constater que d'une part nous passons à côté de ces enjeux majeurs sans nous y arrêter; et d'autre part, que même si nous en sommes encore le fer de lance, nous ne sommes plus la seule organisation à porter l'écologie politique. À l'écoute des dynamiques citoyennes, soyons le mouvement de l'alerte, du réveil des consciences et de l'action.

Ce premier constat nous oblige à réviser toutes nos grilles de lecture et à mesurer l'utilité du mouvement EÉLV, sa communication et son projet à l'aune de cette réalité vertigineuse.

Arrêtons de nous payer de mots et mettons l'accent sur les effondrements multifactoriels en trouvant les mots simples pour expliquer au plus grand nombre nos solutions de résistance et de résilience. Soyons porteurs d'espoir en proposant des solutions que chacune·e peut s'approprier et mettre en œuvre.

2 DEUXIÈME CONSTAT Les extrêmes droites

● Nous y sommes : 89 député·e·s lepénistes à l'Assemblée nationale ! Trois fois plus qu'en 1986, quand J.-M. Le Pen débarquait à l'Assemblée grâce à un scrutin proportionnel départemental à un seul tour aboli depuis. Il ne s'agit plus d'un vague cauchemar politique mais d'une réalité démocratique.

● Cette poussée des extrêmes droites est l'expression des colères éprouvées par une grande partie de la population. Nous n'avons pas su y répondre. Ressentiments face à l'accumulation des problèmes de la vie quotidienne, du manque d'argent, du recul des services publics, des délocalisations et de l'appauvrissement de notre tissu industriel, de la crise du travail, de la crise de l'école... Percée favorisée par le calcul cynique du pouvoir macroniste et de la droite dite « républicaine », qui fait éclater le « front républicain » en osant mettre sur le même plan les extrêmes droites et la NUPES, qualifiée de manière perverse d'« extrême gauche » !

Soyons clairvoyant·e·s : le mouvement EÉLV comme les gauches se cassent les dents depuis des années face au RN, qui progresse inlassablement et s'implante dans tous les territoires. Nos recettes de luttes ne fonctionnent pas. Pour notre avenir commun, comment démontrer aux gens que solidarité et partage sont plus humains et efficaces que haine et rejet ? Cette question capitale oblige à un travail collectif dans chaque territoire que nous, écologistes et gauches, avons le devoir d'animer.

3 TROISIÈME CONSTAT Les enseignements des élections

● La présidentielle et les législatives confirment et approfondissent des tendances à l'œuvre : une forte volatilité et incertitude des choix électoraux de la population, un éclatement du paysage électoral qui touche aussi bien la gauche que la droite et n'épargne pas l'écologie politique. Elles révèlent également que la bataille culturelle de l'écologie politique est loin d'être gagnée, et reste à construire. Aussi, pour avoir des élu·e·s et la visibilité qu'on mérite, il faut une proportionnelle réelle.

● L'abstention a atteint 26 % lors du 1er tour et 28 % lors du 2d tour de l'élection présidentielle (chiffres en croissance continue depuis 2007); pour les élections législatives, elle a atteint respectivement 52 % et 54 % (51 % et 57 % en 2017). Si la République est privée de ses bras, de ses services publics, elle n'est plus aimable pour beaucoup, et cela se traduit électoralement par les deux phénomènes : 1 = vote d'extrême droite / 2 = abstention.

● Les jeunes, dont les votes sont plus contestataires que ceux de leurs aîné·e·s, ont en grande majorité apporté leur voix au candidat de la FI et non à celui du Pôle écolo. Mais chez les jeunes, la grande gagnante, c'est l'abstention !

● Ces dernières années, des mouvements spontanés et collectifs comme Les Gilets Jaunes, Extinction Rebellion, Nuit Debout, Alternatiba, Dernière Rénovation, etc., etc. révèlent qu'il y a des possibles qui passent par un rejet de l'autorité, de la délégation et de la hiérarchisation. Aux municipales, la démultiplication de listes dites "citoyennes" s'inscrivait déjà dans la volonté d'échapper aux logiques partisanes et de se réapproprié un désir de politique, dans des termes nouveaux, laissant une plus grande place à la démocratie directe et à l'idée d'un questionnement fort sur "l'État". Des dynamiques porteuses d'espoir hors du champ politique.

L'abstention exponentielle et le désintérêt pour les élections montrent que beaucoup ne croient plus à un changement possible par le seul bulletin de vote. La défiance populaire face aux institutions et aux politicien·ne·s perçu·e·s comme corrompu·e·s et ne portant pas la parole du peuple participent de la poussée de l'abstention et des extrêmes droites, qui viennent occuper cette place laissée vacante que les gauches et les écologistes ne parviennent plus à occuper.

4 QUATRIÈME CONSTAT Les enseignements de la primaire écologiste

● La primaire écologiste a été une réussite avec des échanges de grande qualité suivis par nombre de nos concitoyen·ne·s. Ces débats et les résultats du vote ont imposé une écologie sociale, éco-syndicale se réclamant de l'héritage de la gauche antilibérale, s'inscrivant dans la post-croissance, l'écoféminisme, l'intersectionnalité...

Un désir de politique autrement, de radicalité autour de luttes nouvelles et émergentes dont l'écologie politique doit se saisir dès aujourd'hui.

5 CINQUIÈME CONSTAT L'échec de notre stratégie à la présidentielle

● Avec un résultat en dessous des 5 %, notre échec est manifeste. Le parti EÉLV a tenté d'imposer à tous ses partenaires potentiels une ligne stratégique se résumant à la recherche d'un rassemblement autour de son projet et de son candidat. Une stratégie d'autonomie limitée et une campagne s'abandonnant dans les dernières semaines à des attaques systématiques et contre-productives, notamment contre le candidat de la FI. Comment, dans ces conditions, prétendre rassembler et l'emporter ?

● D'autres facteurs ont contribué à notre mauvais score : une organisation complexe et centralisée de l'équipe de campagne, qui n'a pas su intégrer les composantes ayant pesé durant la primaire écologiste ; un conseil politique dont l'utilité est restée relative ; les commissions thématiques du mouvement EÉLV écartées ; des initiatives militantes trop souvent bridées ; une partie du Bureau exécutif (BE) incapable d'évaluer l'impasse stratégique dans laquelle nous nous sommes enfermé·e·s au fil de la campagne ; une équipe de campagne parfois plus soucieuse de se préparer à sa candidature aux législatives qu'à un soutien sans faille à notre candidat ; une difficulté à trouver des soutiens chez les intellectuel·le·s, y compris dans la galaxie écolo (qui bien souvent ont préféré se mobiliser autour de la FI) ; enfin, un style de campagne trop raisonnable, trop technocratique, trop peu clivant.

----->

● La "Primaire populaire" et les différents collectifs unitaires comme "2022 Vraiment en commun" lancés autour d'un bel objectif, celui de l'union des écologistes et des gauches à la Présidentielle pour faire face aux droites et aux extrêmes droites, n'ont pas abouti et n'ont fait au final qu'embrouiller le message. Néanmoins, ces initiatives ne méritaient pas le mépris que lui ont asséné les formations politiques de gauche en général et l'appareil d'EELV en particulier.

● C'est aussi l'erreur de la stratégie du Pôle écolo, qui ne pouvait incarner du jour au lendemain l'autonomie et la victoire culturelle de l'écologie politique. Après l'acharnement d'une partie du BE à mettre en scène, pour les absorber et les neutraliser, des groupuscules environnementaux conservateurs centristes pour ne pas dire droitiers (AEI de J.-M. Governatori, CAP 21 de C. Lepage...) et les actions en justice en cours contre EELV de la part de ces derniers, que restait-il du Pôle écolo? Une partie de Génération.S (GS) a d'ores et déjà rejoint EELV et c'est tant mieux! Une autre partie, la FI. Du côté de Génération écologie (GE), très mitigée déjà pour s'inscrire dans la dynamique de la NUPES, nous ne savons pas si ils et elles entendent donner suite à l'aventure commune d'une écologie clairement ancrée à gauche. Il faut que tous les mouvements écologistes comprennent cette évidence: quand l'écologie politique gagne et s'implante dans les territoires, c'est la plupart du temps dans le cadre d'unions avec les forces de gauches. Les portes de l'écologie politique restent donc grandes ouvertes à tous les partis-mouvements écologiques, mais sur des bases claires.

Alors que la mouvance populaire et écologiste est en demande de ruptures et de radicalité face aux effondrements en cours et aux difficultés sociales quotidiennes, notre message à la Présidentielle est apparu terne et soumis aux courants dominants.

6 SIXIÈME CONSTAT Le rebond des législatives grâce à la NUPES

● Alors qu'il y a quelques mois encore, l'union des écologistes et des gauches paraissait impossible, en particulier face aux réticences des instances du parti EELV, les résultats du premier tour de la Présidentielle ont remis les choses à l'endroit. La création de la NUPES a été une bonne nouvelle, même si cette alliance n'allait pas de soi et ne s'est pas faite sans compromis, parfois difficiles. Bien qu'elle ait suscité des déceptions et des frustrations au sein de notre mouvement, des problèmes d'équilibre de notre représentation interne mais aussi géographique dans de nombreux territoires et des injustices liées à la désignation démocratique de nos candidat-e-s, cette union a permis à 23 écologistes de former un groupe et à la NUPES de constituer la principale force d'opposition à l'Assemblée.

La NUPES ancre l'écologie à gauche et notre présence dans la NUPES ancre l'écologie dans la NUPES.

PERSPECTIVES

1 PREMIÈRE PERSPECTIVE (Re)trouver la radicalité du projet écologiste

● À l'aune des effondrements en cours, main dans la main avec les formations politiques qui le souhaitent, il nous faut alimenter et faire vivre la radicalité de notre projet.

● Pensons-nous que le capitalisme contemporain est en mesure d'intégrer les limites planétaires à son fonctionnement? Est-il capable de remettre en question son propre mode de production basé sur l'exploitation et l'accumulation? Les rapports de production inégalitaires ont-ils disparu? Le conflit entre la droite et la gauche est-il obsolète? La nécessité de donner le pouvoir d'agir et de vivre dans les espaces et les

lieux où vivent les citoyen-ne-s est-il à oublier? Notre rapport au capitalisme reste ambigu. Les oppressions de classe restent bien souvent pour les écologistes dans le domaine de l'impensé – d'où notre difficulté à nous adresser aux classes populaires.

● L'organisation territoriale du pays doit être revue dans un vaste mouvement de démétropolisation et de reconstruction de régions humaines résilientes pour répondre aux effondrements. Représentant 80% de la biodiversité de la République Française, atouts géopolitiques et stratégiques, les territoires ultramarins doivent être reconnus comme des richesses.

● Notre relation au vivant doit être réaffirmée et les liens avec les animalistes renforcés.

● Activistes et pragmatiques, un pied dans les institutions, l'autre dans les luttes de terrain, nous sommes à l'écoute des citoyen-ne-s pour agir sur les politiques publiques. Nous devons trouver un chemin, une méthode pour allier enfin radicalité et sincérité. Cela peut notamment passer par des espaces d'échanges décentralisés allant au-delà du mouvement: nous avons grand besoin de ZAD-e à EELV: Zones d'Alternatives Démocratiques pour l'écologie, Zones Autonomes et Décentralisées de l'écologie, Zones Animalistes et Décroissantes pour l'écologie, Zones Antiracistes et Décoloniales de l'écologie, Zone Autonome Des quartiers populaires...?

L'apport de l'écologie politique aujourd'hui, ce sont les idées d'émancipation, d'écocféminisme, d'entraide, de tolérance, de lutte contre toute forme de dominations, de défense des personnes racisées, d'union, de radicalité, de territoires, de biorégions et de régionalisme, de communalisme et d'internationalisme, de pacifisme, de lutte contre le nucléaire, de post-croissance, de sobriété, d'effondrements, de résistance et de résilience, de lien avec le monde animal, de rejet du consumérisme, de culture, de politique de la lenteur, d'éthique qui nous élèvent et nous rassemblent, qui fondent la puissance de nos idées.

2 DEUXIÈME PERSPECTIVE La NUPES, un espoir pour les citoyen-ne-s, une chance pour l'écologie

● Parce que la NUPES incarne un puissant espoir de résistance pour les gauches et les écologistes; parce qu'elle ancre l'écologie à gauche en offrant une plateforme programmatique plurielle, robuste, évolutive et résolument anti-productiviste; parce qu'elle est le résultat de ce que souhaitaient depuis des mois une bonne partie de la population et une grande majorité des militant-e-s et sympathisant-e-s écologistes et de gauche; parce qu'enfin, la NUPES dessine un cadre de discussion aux différentes organisations de gauches et de l'écologie nécessaire à la consolidation des convergences, la clarification des désaccords, le dépassement de ces derniers... La NUPES offre à l'écologie les meilleures potentialités de victoires face aux deux autres blocs: le néo-libéralisme autoritaire et climaticide et l'extrême droite identitaire. La dynamique de rassemblement ne doit pas s'essouffler.

● Agoras, parlements, associations... quelle qu'en soit la forme et même le nom, Les Verts doivent accompagner – ou mieux: être à l'initiative! – de collectifs pluriels locaux, départementaux, régionaux de la NUPES dans lesquels les mouvements citoyens doivent trouver toute leur place. Nous devons (apprendre à) travailler ensemble, à construire des actions communes dans les institutions, en justice et dans la rue. Ce cadre a fait cruellement défaut avant l'élection présidentielle et il est essentiel de le construire, de le faire vivre dans les bassins de vie pour que les différentes organisations qui composent la NUPES abordent ensemble certaines échéances en faisant front commun. La mise en place d'archipels locaux peut également constituer une réponse respectueuse des identités de chacune des composantes. Faisons du bloc des gauches et des écologistes la première force politique de France et un rempart ancré territorialement qui permettra des victoires durables face aux extrêmes droites et au macronisme.

● L'écologie politique doit être une pièce essentielle de la NUPES pour soutenir des orientations qui garantiront la décarbonation de la société et le respect du vivant sous toutes ses formes. Elle doit continuer à s'affirmer dans ce cadre commun pour porter haut et fort l'alerte des effondrements, l'action locale, sa visée émancipatrice, coopérative, féministe, anti-productiviste, internationaliste, décentralisée et farouchement opposée à toute forme de domination.

● Mais n'éludons aucun débat: nous ne sommes ni des béni-oui-oui de la NUPES ni des aficionados et aficionados de la FI (ou du PS ou du PCF). Basé sur notre score à la Présidentielle, notre rapport de force au sein de la NUPES est bien en dessous de la réalité de notre poids et cela doit changer. Nous entendons faire vivre la NUPES parce qu'elle est porteuse d'espoir mais en aucun cas nous fondre dans la FI; son fonctionnement jacobin va souvent à l'encontre de son propre discours populaire, et cela participe de nos difficultés locales de travail en commun – mais le parti EELV lui-même est-il en réalité épargné par cette logique centralisatrice descendante? Dans le passé, le PS a souhaité imposer son hégémonie aux partenaires et on voit où cela a conduit. Le monde est complexe, les solutions le sont également. Aucune des formations présentes (ou à venir) dans la NUPES ne détient à elle seule les solutions. Rien ne sera possible si une formation tente d'imposer sa suprématie ou domination sur les autres!

Il est important de ne pas invisibiliser les différentes identités, histoires, cultures, valeurs et manières de faire des différents composantes de la NUPES afin notamment de faire vivre les singularités de l'écologie politique auprès des partenaires et des citoyen-ne-s.

3 TROISIÈME PERSPECTIVE (Re)trouver le chemin d'une organisation politique éthique, fédéraliste, démocratique... dynamique!

● Un parti politique ne doit pas se réduire à une entreprise électorale et de communication. Il doit être avant tout un lieu d'émancipation de ses membres, y compris intellectuelle, un lieu de partage, de réflexion, de rassemblement et de mise en œuvre des idées, un lieu d'éducation populaire, de formation, d'émulation, de débat et de mobilisation.

● Un fonctionnement erratique et antidémocratique qui s'arrange avec ses fondements fédéralistes engendre des dérives: des responsables politiques qui se comportent en propriétaires du mouvement; une course aux postes (pouvoir, reconnaissance, argent...), comme on a pu le constater lors des candidatures aux législatives avec entre autres des parachutages; un manque de représentativité des personnes racisées; des suspensions ou exclusions parfois nécessaires mais trop souvent utilisées comme moyen de gouvernance; dans différents territoires hexagonaux, des adhésions de complaisance pour peser sur les élections internes; un fonctionnement globalement trop tourné vers l'interne, qui oublie les campagnes et actions, néglige les liens avec les associations, les syndicats, les collectifs...

● Mettre en débat, informer, consulter les militant-e-s sur les grandes orientations politiques et stratégiques; développer une démocratie délibérative; réexaminer la place des motions dans les désignations de candidat-e-s; favoriser la circulation des points de vue, y compris contradictoires; organiser des discussions via un vrai média interne pluriel et rompre avec des infos verticales descendantes trop souvent manipulateurs écartant toute opposition et mettant en relief quelques "vedettes" autopromouvues; proposer des outils pratiques de communication aux militant-e-s pour leur permettre de mener librement des campagnes et actions locales; instaurer la proportionnelle à tous les échelons, le non-cumul des mandats internes comme externes dans l'espace et dans le temps; imposer la parité réelle en doublant tous les postes à responsabilité, et notamment celui de secrétaire national-e; introduire un quota de tiré-es au

sort volontaires dans certaines de nos instances – prévu par exemple dans nos Conseils politiques régionaux (CPR) mais pas toujours mis en œuvre –, repenser le principe du tourniquet à mi-mandat; interdire les conflits d'intérêts comme par exemple des membres du BE national candidat-e-s aux élections nationales. Aussi, élaborer une charte éthique, donner des moyens à l'Observatoire de la parité et des pratiques (OPP), mettre en place un conseil des "sages" indépendant des pressions des sensibilités, une cellule opérationnelle sur le "harcèlement moral" et une cellule utile d'"aide juridique" pratique.

À la fois juges et parties, des responsables du mouvement ont par exemple, pour les élections législatives, joué de leurs statuts multiples pour négocier leurs propres places dans de bonnes circonscriptions, tandis que des "militant-e-s historiques" bien implanté-e-s et soutenu-e-s localement ont été écarté-e-s. Il faut en finir avec ces pratiques et retrouver l'éthique fondatrice des écologistes.

POUR CONCLURE

ACTIONS

Dans tous les territoires!

- Penses-tu que notre mouvement a besoin de radicalité, d'éthique, de renouveau, de convivialité et d'actions concrètes?
- Penses-tu que notre mouvement doit recréer du lien entre ses adhérent-e-s et coopérateurs-trices et leur redonner la parole?
- Penses-tu que l'écologie politique doit en priorité alerter sur les effondrements à l'œuvre et entrer en résistance face aux extrêmes droites?
- Penses-tu que nous devons parler aux gens sans langue de bois?
- Penses-tu que l'écologie doit poursuivre les convergences de terrain et électorales avec d'autres forces sociales et écologistes pour renforcer son efficacité?
- Que penses-tu... .. ?

Ont contribué à l'appel du 10 juillet 2022

RADICALITÉ • UNION • ÉTHIQUE • SOBRIÉTÉ :

- Guillaume Ageorges (Provence-Alpes-Côte d'Azur)
- Jean-Joseph Alain (Île-de-France)
- Françoise Alamartine (Languedoc-Roussillon)
- Marie-Elisabeth Allaire (Pays de la Loire)
- Benjamin Ball (Île-de-France)
- Bernard Barré (Rhône-Alpes)
- Eric Beaugendre (centre-Val de Loire)
- Mahdy Belabbas (Languedoc-Roussillon)
- Marie-Christine Belouin (Auvergne)
- Gilles Bénard (Île-de-France)
- Stéphane Bernard (Île-de-France)
- Sophie Bernillon (Provence-Alpes-Côte d'Azur)
- Leyla Binici (Alsace)
- François Blachon (Poitou-Charentes)
- Gérard Blanc (Savoie)
- Michel Bock (Île-de-France)
- Serge Borvon (Bretagne)
- Tymothée Bougy (Île-de-France)
- Pascal Bourgois (Aquitaine)
- Géraldine Boyer (Provence-Alpes-Côte d'Azur)
- Marie-Agnès Cabot (Rhône-Alpes)
- Chrysis Caporal (Île-de-France)
- Karim Chamou (Hors de France)
- Patricia Charton (Île-de-France)
- Didier Chérel (Provence-Alpes-Côte d'Azur)
- Olivier Clément-Bollée (Midi-Pyrénées)
- Yves Cochet (Bretagne)
- Bruno Coeur (centre-Val de Loire)
- Claude Colin (Rhône-Alpes)
- Jean-François Colin (Rhône-Alpes)
- Annie Collinet (Savoie)
- Alain Cordier (Bourgogne)
- Florence Cortès (Midi-Pyrénées)
- Alain Coulombel (Savoie)
- Patrice Coulon (Île-de-France)
- Manue Crélin-Magand (Hors de France)
- Benoit De Cornulier (Poitou-Charentes)
- Michel De Lagausie (Languedoc-Roussillon)
- Emmanuel De Larminat (Rhône-Alpes)
- Gilles Deguet (centre-Val de Loire)
- Brigitte Del Perugia (Provence-Alpes-Côte d'Azur)
- Jeannick Deltour (Bretagne)
- Didier Deplancke (Rhône-Alpes)
- Jean Pierre Devars (Normandie)
- François Dubreuil (Île-de-France)
- Clément Dugué (Pays de la Loire)
- Nicolas Dumans (Bretagne)
- Pascal Dupont (Bretagne)

- Thomas Dupont (Rhône-Alpes)
- Danielle Estay (Pays de la Loire)
- Gilles Euzéat-Perron (Normandie)
- Agnès Fouilleux (Rhône-Alpes)
- Alain Fournier (Île-de-France)
- Gildas Gaonac'h (Poitou-Charentes)
- Alain Garcia (Aquitaine)
- Christine Garnier (Rhône-Alpes)
- Philippe Gintrand (Rhône-Alpes)
- Jérôme Gleizes (Île-de-France)
- Josiane Gonnot (Rhône-Alpes)
- Catherine Gorée (Savoie)
- Florent Grosparit (centre-Val de Loire)
- Alain Gruenais (Normandie)
- Denis Guenneau (Provence-Alpes-Côte d'Azur)
- Tyjo Guenneugues (Pays de Loire)
- Fernando Guerrieri (centre-Val de Loire)
- Françine Guillaume (Île-de-France)
- Elodie Guillerme (Île-de-France)
- Betsabee Haas (centre-Val de Loire)
- Sabrina Haerincq (Savoie)
- Sophie Handschutter (Midi-Pyrénées)
- Colette Hauray (Pays de la Loire)
- Jean-Claude Hauray (Pays de la Loire)
- Marie-Françoise Henry (Rhône-Alpes)
- Claude Hermitte (Provence-Alpes-Côte d'Azur)
- Jean-Claude Heyraud (Midi-Pyrénées)
- Geneviève Humeau (Poitou-Charentes)
- Morgan Jasienski (Île-de-France)
- Luc Jonet (Champagne-Ardenne)
- Michel Khelhetter (Alsace)
- Philippe Krut (Savoie)
- Lydia Labertrandie (Île-de-France)
- Christine Ladret (Pays de la Loire)
- Jean-Noël Lafaille (Île-de-France)
- Annie Lahmer (Île-de-France)
- Patrick Lang (Île-de-France)
- Hélène Le Gardeur (Rhône-Alpes)
- Philippe Le Goanvic (Midi-Pyrénées)
- Noëlle Le Maulf (Normandie)
- Jean-Paul Le Pohon (Bretagne)
- Grégory Lebert (Bretagne)
- Thierry Lecerf (Normandie)
- Marie-Geneviève Lentaigne (Île-de-France)
- Alain Lipietz (Île-de-France)
- Ghislaine Longhi (Languedoc-Roussillon)
- François Lotteau (Bourgogne)
- Jean Pierre Luquand (Provence-Alpes-Côte d'Azur)
- Philippe Mante (Île-de-France)
- Denis Marchetti (Lorraine)
- Nicolas Markovic (Rhône-Alpes)
- Serge Marolleau (Provence-Alpes-Côte d'Azur)
- Bernard Martin (Bretagne)
- Laurent Martin (Normandie)
- Laurent Martin (Normandie)
- Jean Paul Maurel (Île-de-France)
- Claire Mauriat (Pays de la Loire)
- Charles Merlin (Île-de-France)
- Jeanne Meunier (Provence-Alpes-Côte d'Azur)
- Pierre Monnier (Savoie)
- Véronique Moreira (Rhône-Alpes)
- Eric Mourey (Bourgogne)
- Chantal Nocquet (Poitou-Charentes)
- Jacques Olivier (Provence-Alpes-Côte d'Azur)
- Michel Olivier (Provence-Alpes-Côte d'Azur)
- Marc Pascal (Savoie)
- Don Pierre Pasqualini (Provence-Alpes-Côte d'Azur)
- Colette Payen-Vignes (Rhône-Alpes)
- Michèle Pernès (Bretagne)
- Patrick Petit (Rhône-Alpes)
- Patrick Petitjean (Aquitaine)
- Raymonde Poncet (Rhône-Alpes)
- Matthieu Ponchel (Île-de-France)
- Claude Reznik (Languedoc-Roussillon)
- Didier Claude Rod (Midi-Pyrénées)
- Romain Rosso (Provence-Alpes-Côte d'Azur)
- Marie-Cécile Roth (Savoie)
- Alain Rouat (Bourgogne)
- Corinne Roussel-Thomas (Rhône-Alpes)
- Alexandre Rupnik (Provence-Alpes-Côte d'Azur)
- Rémy Sébastia (Bretagne)
- Pierre Serne (Île-de-France)
- Pierre Stoeber (Midi-Pyrénées)
- Frédéric Supiot (Hors de France)
- Samuel Szymanski (Île-de-France)
- Jean Marc Tagliaferri (Nord-Pas de Calais)
- Thierry Touche (Pays de la Loire)
- Pierre Toulouse (Île-de-France)
- Aurélien Traoré (Normandie)
- Boris Tripodi (Provence-Alpes-Côte d'Azur)
- Christine Vaugrente (Bretagne)
- Philippe Vicherat (Île-de-France)
- Alexandre Voisin (Rhône-Alpes)
- Michel Wilson (Rhône-Alpes)
- Rémy Zinck (Rhône-Alpes)

3 rendez-vous

(pique-niques-débats) pour débattre lors des Journées d'été des écologistes 2022 à Grenoble :

--> SUR LA RADICALITÉ :

jeudi 25 août, à 13h

--> SUR L'UNION :

vendredi 26 août, à 13h

--> SUR L'ÉTHIQUE :

samedi 27 août, à 13h

Le lieu sera précisé sur les panneaux d'affichage des JDE.

Contact :

appel du 10 juillet@framalistes.org

- Pour être tenu-e informé-e des initiatives, faire des suggestions, proposer des contributions, être associé-e et/ou soutenir « l'appel RUES » en cours de coélaboration par des adhérent-e-s et coopérateurs-trices issu-e-s d'horizons et de territoires multiples :
- **https://framforms.org/**
- **appel-du-10-juillet-1658303385**